

Les intempéries touchent plusieurs wilayas

Pluies abondantes, neige et dégâts

● Le réseau routier touché par de multiples éboulements



Ph/M. Zalouk

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3819 - Lundi 14 mars 2016 - Prix : 10 DA

Algérie-Tunisie

Le président Bouteflika reçoit Rached Ghannouchi

Page 24

Algérie-France/A la faveur d'une visite de Manuel Valls

Cinq projets de partenariat prochainement signés à Alger

Page 4

Un temps pour tout

Par Mohamed Habili

Bien que 2016 ne soit pas une année axée sur la politique, au plan intérieur tout au moins, il n'est pas concevable que les partis politiques et autres personnalités se donnent congé pour les quelque neuf mois qu'il lui reste à courir avant de céder la place à la suivante, une année éminemment politique quant à elle. Il leur faut à tout prix ne pas se faire oublier, faire parler d'eux, tenir des meetings, donner des conférences, se réunir, se regrouper, maintenir la pression, critiquer, dénoncer, condamner, en attendant 2017 et ses élections, qui du reste sont déjà en vue. L'année courante est vouée aux questions économiques, non pas, hélas, parce que des projets économiques d'importance y sont programmés, mais parce que le prix du baril s'attardant à un bas niveau, les recettes n'arrivent plus à couvrir les dépenses. De là le clivage politique du moment, opposant, mais sans excès de passion, ceux des Algériens qui aimeraient bien que le cours du baril reparte à la hausse le plus rapidement possible, et ceux qui au contraire espèrent que les réserves en devises fondent d'abord, et qu'il se passe un certain temps avant que la situation financière du pays ne commence à s'améliorer. On sait que ces derniers jours le cours du baril a repris un peu de couleur, mais toutefois pas suffisamment pour faire s'éloigner le spectre de l'épuisement des ressources existantes, et son corollaire, le recours à l'endettement extérieur.

Suite en page 3

Cartes d'identité biométriques

Un outil pour déjouer la triche au Bac



Environ 824 000 élèves, parmi lesquels 263 000 candidats libres, vont se présenter à l'examen du baccalauréat, du 29 mai au 2 juin, munis de leur carte d'identité biométrique. Ce document d'identification des candidats, délivré actuellement au rythme de 100 000 unités chaque semaine, est une «pièce maîtresse» destinée à déjouer toute tentative de «triche» aux examens. Page 3

Béjaïa

Les médecins internes investissent la rue

Page 2

Spectacle mis en scène par Nouara Adami

«Juba II», une chorégraphie captivante

Page 13

Les intempéries touchent plusieurs wilayas

Pluies abondantes, neige et dégâts

■ Les fortes chutes de pluies et de neige qui se sont abattues ces dernières 48 heures ont provoqué d'importants dégâts dans plusieurs régions du pays. Plusieurs routes bloquées par la neige et d'autres impraticables, mur et bâtisses effondrés... les dégâts des derniers torrents de pluies ont suscité des préjudices et heureusement, aucune perte humaine n'a été enregistrée.

Par Louiza Ait Ramdane

Les intempéries continuent à faire des dégâts sur l'ensemble du territoire national. Selon le bilan des services de la Gendarmerie nationale, plusieurs routes sont bloquées par la neige dans 5 wilayas du centre et de l'est du pays. Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, il s'agit de la RN.15 reliant Tizi-Ouzou à Bouira au col de Tirourda (commune d'Iferhounene), la RN.30 reliant Tizi-Ouzou à Bouira au col de Tizi-Nkoulane (commune d'Iboudrarene) et la RN.33 reliant

Tizi-Ouzou à Bouira, à hauteur du village Asoul, dans la circonscription communale d'Aït Boumahdi. La neige a également bloqué la circulation au niveau du CW.09 reliant Illoula-Oumalou à Chalatta (Béjaïa), à hauteur du village Mazguen (commune d'Illoula), le CW.10 reliant le village de Boushil à la commune d'Aït Yahia, au lieu-dit Igouf (commune d'Aït-Yahia), le CW.251 reliant Bouzeguène à Ouzellaguène (Béjaïa), à hauteur du village Houra, (commune de Bouzeguène), ainsi que le CW.253 reliant la RN.15 à la localité d'Illilt, au col de Chelata (commune d'Iferhounene). Dans la wilaya de Bouira, la circulation est bloquée au niveau de la RN.33 reliant Bouira à Tizi Ouzou, sur une distance de 6 km, dans la commune d'El Asnam et la RN 15 reliant Bouira à Tizi Ouzou, au lieu-dit col de Tirourda Aïn-Zabda (commune de Chorfa). Dans la wilaya de Blida, la circulation est également bloquée au niveau du CW.49, entre les communes de Chréa et Bouinan et au CW.37 reliant Blida à Chréa, au centre-ville de Chréa.

Le même constat est signalé dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, où les routes sont bloquées au niveau de la RN. 76 reliant Bordj-Bou-Arreridj à Sétif, à hauteur du village El-Madfaâ (commune de Bordj Zemmoura), du CW.43 reliant El-Main à Djaâfra, à hauteur du village Achabou (commune de Djaâfra) et le CW.44, reliant Djaâfra à Ouled-Dahmane, sur une distance de 4 km (commune de Djaâfra).

La même situation était enregistrée à Béjaïa au niveau de la RN.26A reliant Béjaïa à Tizou-Ouzou au lieu-dit col de Chellata (commune de Chellata), la RN.12 reliant Oued-Ghir à El-Kseur, sur une distance de 300 m (commune de Oued-Ghir), la RN9 reliant Béjaïa à Tichy, sur une distance de 200 m, (commu-



Ph/M. Zalouk/J. A.

ne de Béjaïa), la RN.24, reliant Béjaïa à Tizi Ouzou, au lieu-dit Sakat (commune de Béjaïa). Il s'agit également du CW.159 reliant Chellata à Ouzellaguène, à hauteur du village Alima, commune de Chellata et du CW.6 reliant Béjaïa à Sétif, à hauteur du village Tala-Atta (commune d'Aït-Smaïl). La Gendarmerie nationale a déployé un dispositif sur l'ensemble des axes routiers bloqués par la neige pour porter assistance aux citoyens, indique la même source. A Constantine, l'effondrement partiel d'un mur en pierre a provoqué dimanche la fermeture d'une artère névralgique de la ville de Constantine, en l'occurrence la partie amont de la rue Chitouh, entre le centre culturel Benbadis et la direction

des services agricoles, a-t-on constaté. La fermeture de cet axe routier a été décidée afin d'éviter tout risque d'affaissement de la chaussée, étant donné que le mur en question, visible depuis la rue Zaâbane, en contrebas près du pont de Sidi-Rached, en supporte une partie, a expliqué à l'APS le responsable de la délégation communale, Hakim Lafouala. Le même responsable a indiqué que des balises interdisent provisoirement l'accès des véhicules motorisés à la rue Chitouh pour éviter tout mouvement pouvant aggraver la situation, s'agissant d'un mur ancien déjà affecté par un glissement de terrain.

Il a ajouté qu'il a été décidé, en collaboration avec les ser-

vices de l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine, de la daïra et de la direction des travaux publics, d'engager «en urgence» des travaux de confortement de ce mur.

La partie amont de la rue Chitouh avait été fermée à la circulation automobile il y a plus d'une année en raison de «signes de fragilité que présentait ce mur», a rappelé le même responsable.

Pour rappel, une vieille bâtisse de deux étages abritant six familles, au quartier Souika, s'était effondrée samedi sans occasionner de pertes humaines étant donné que les occupants habituels, qui doivent être prochainement relogés, n'étaient pas sur les lieux. L. A. R.

Après les récentes pluies à Tizi Ouzou

Retenues collinaires et petits barrages font le plein

TOUTES les retenues collinaires et petits barrages de la wilaya de Tizi Ouzou ont fait le plein suite aux dernières chutes de pluies dont leur cumul a atteint les plus de 100 mm, selon les services de la direction locale des ressources en eau. En effet, en plus des 83 retenues collinaires qui débordaient des eaux pluviales, les petits barrages de Djebba (3 Hm3), de Draâ El Mizan (1,50 Hm3), de Aïn Zaouia (1,40 Hm3), Tizi Ghenif (0,53 Hm). Alors que le taux de remplissage du grand barrage de Taksebt a atteint, hier, les plus de 53%. Ce dernier est appelé à connaître la progression dans les jours à venir après la fonte des neiges dont les quantités cumulées ces derniers jours ont dépassé l'épaisseur de 50 cm à certains endroits de la haute Kabylie dont les altitudes dépassent les 1000 m. **Hamid M.**

Mauvais temps à Béjaïa

Le réseau routier touché par de multiples éboulements

La situation a commencé à se normaliser hier avec l'accalmie de dame nature observée en début d'après-midi dans la wilaya de Béjaïa. Les routes commencent à être dégagées et c'est le cas de la RN 12 qui était inondée avant-hier sur un tronçon de 3km environ, entre le sens unique et la prison de Oued-Ghir. Le trafic routier a été rétabli hier matin avec le retour du climat doux qui a marqué la région. La RN 09 qui était inondée au niveau de la caserne du génie militaire dans le sens Béjaïa-Tichy a été rétablie aussi. Cependant, le trafic routier était perturbé quand même. C'est le cas à la sortie de la commune de Bordj Mira où un éboulement est signalé par une source locale

au lieu dit «Tavazit». Le chemin de wilaya N° 15 (A) reliant Aokas, Tizi N'berber, Tibouamouchine et Bouaândas (Sétif) est resté totalement coupé au trafic routier par endroits suite aux nombreux éboulements observés hier et avant-hier. La RN 24 a été coupée hier à plusieurs endroits à cause des éboulements, etc. Et c'est le même cas pour le CW reliant Darguina à Tamridj, qui était partiellement coupé hier à cause des chutes de roches. Le CEM Bestout est fermé hier aussi à cause des inondations et le manque de chauffage. Les professeurs et élèves sont rentrés chez eux suite à l'inondation de la cour et des salles de cours, etc. L'association des parents

d'élèves a menacé de retenir les enfants chez eux si des travaux de réfection des toitures, étanchéité et la réparation des chauffages ne sont pas réalisés d'ici peu comme promis, antérieurement, par la direction de l'éducation aux parents élèves et aux travailleurs. La Casnos a été aussi inondée. Dans la commune de Draâ El-Kaïd, des citoyens du village d'Ath N'ser ont coupé la RN 09 (A) reliant leur localité à Merouaha et Bouandas (Sétif), une route qui débouche aussi sur la RN09. La colère qui a fait déborder le vase chez ces derniers est liée aux infiltrations des eaux pluviales et des eaux d'un oued traversant le hameau dans le cimetière et l'école du village.

Ils ont relevé, à l'occasion, la marginalisation du village qui fait face à un dénuement total que ce soit en matière d'éclairage public, eau potable, gaz de ville, aménagement rural, etc... Le P/APC de Draâ El-Kaïd s'est exprimé sur la situation et assuré sur la radio locale qu'«un projet d'eau potable va débiter dans un mois mais, pour le reste, notamment le gabionnage de l'oued, l'APC ne peut y faire face, car ces travaux nécessitent une somme colossale». Il faut noter que les services de l'Office national de l'assainissement se sont mobilisés un peu partout pour déboucher les caniveaux et nettoyer les chaussées inondées et bouseuses.

Hocine Cherfa

Béjaïa Les médecins internes investissent la rue

PRÈS DE 200 médecins internes du CHU de Béjaïa et la faculté de médecine de l'université Abderrahmane Mira de Béjaïa, ont marché hier depuis le CHU jusqu'au siège de la wilaya. Ces derniers sont descendus dans la rue pour dénoncer les mauvaises conditions de travail dans les hôpitaux et exprimer leur affection et émotion suite aux décès de deux médecins internes, Nabil Chérifi et Hafidha Sellami, Réda Boudjelida, chauffeur de l'ambulance ainsi que le nourrisson qu'ils évacuaient, dans un accident à Larbaâatche près d'Alger. Cette action intervient après celle observée par le personnel hospitalier de Sétif. La marche a été précédée par un rassemblement devant la direction du CHU. Les manifestantes et les manifestants qui ont gagné la wilaya ont dénoncé les insuffisances chroniques qui touchent le centre ou ils exercent tels que "le manque de spécialistes et de matériel pour la prise en charge adéquate des malades surtout des cas urgents. Ils ont revendiqué plus de moyens pour éviter des drames comme celui de mardi dernier. Pour les manifestants "les médecins internes ne devraient pas quitter les établissements de santé et ne sont pas concernés par les évacuations". Ils ont, à l'occasion, exigé "la révision de leur statut des internes". Arrivés devant le siège de la wilaya, les médecins du CHU et leurs ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes de l'accident de mardi dernier. Ils ont soulevé les problèmes auxquels ils sont confrontés dont l'absence de spécialistes, le manque de matériel pour une prise en charge adéquate des patients et interpellé les autorités afin de se pencher sérieusement sur la situation dramatique que vivent les structures sanitaires de la wilaya.

Hocine C.

Cartes d'identité biométriques

Un outil pour déjouer la triche au Bac

■ Environ 824 000 élèves, parmi lesquels 263 000 candidats libres, vont se présenter à l'examen du baccalauréat, du 29 mai au 2 juin, munis de leur carte d'identité biométrique. Ce document d'identification des candidats, délivré actuellement au rythme de 100 000 unités chaque semaine, est une «pièce maîtresse» destinée à déjouer toute tentative de «triche» aux examens.



Par Meriem Benchaouia

Les cartes nationales biométriques et électroniques des candidats au baccalauréat seront toutes produites d'ici la fin du mois d'avril prochain. La première opération de production a été lancée hier par le centre d'Alger, pour la production de 35 000 cartes. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Abdelhafid Hadj Saddok, sous-directeur du secondaire au ministère de l'Education nationale, a annoncé que tous les postulants au Bac devront, avant la fin du mois d'avril, avoir été en possession de leur carte nationale biométrique. «Environ 824 000 élèves, parmi lesquels 263 000 candidats libres, vont se présenter à l'examen du baccalauréat, du 29 mai au 2 juin, munis de leur carte d'identité biométrique», a-t-il affirmé. Ce document d'identification des candidats, délivré actuellement au rythme de 100 000 unités chaque semaine, est, souligne M. Hadj Saddok, une «pièce maîtresse» destinée à déjouer toute tentative de «triche» aux examens. Selon lui, ce document était «à la base de la e-administration» et le fait de l'avoir exigé pour le Bac visait à «sécuriser» cet examen. Il a précisé que l'opération «se déroule normalement» et que les dossiers de 88% des candidats au Bac se trouvaient d'ores et déjà au

niveau des centres des documents biométriques sécurisés d'Alger et de Laghouat pour la fabrication de ces cartes. L'opération, a-t-il encore dit, est marquée par une «synergie totale et une coordination» entre les différents secteurs concernés, notamment ceux de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Education nationale. Des préparatifs de cette session du baccalauréat, l'invité a assuré toutes que les dispositions ont été réunies pour faire en sorte que celle-ci se déroule dans les meilleures conditions possibles. Il signale, en outre, que les épreuves du Bac blanc s'étaleront du 8 au 12 mai et que des cours de soutien seront assurés durant les vacances de printemps à l'intention des étudiants présentant des difficultés dans certaines des matières enseignées. D'autre part, le responsable du ministère a indiqué que les cours dispensés dans tous les lycées se sont déroulés de façon normale, assurant que 80% des programmes ont déjà été réalisés. S'exprimant sur une possible réforme des examens du baccalauréat, le représentant du ministère de l'Education nationale signale qu'un travail de réflexion est en cours quant à l'opportunité de ramener à trois jours la période de leur déroulement, à partir de 2017. Il fait également état de la possibilité examinée en commun par le ministère de l'Education et celui de la Formation profes-

sionnelle, d'instituer un baccalauréat professionnel auquel pourraient prétendre, en option, des élèves de 4^e année du cycle moyen.

La date du concours de recrutement des enseignants annoncée cette semaine

De son côté, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a indiqué que la date du concours de recrutement des enseignants sera annoncée dans le courant de cette semaine. Concernant la carte biométrique, M^{me} la ministre a déclaré que le dépôt des dossiers pour la fabrication de cette carte pour des candidats scolarisés au Bac au niveau du Centre des documents sécurisés a atteint 100%, ajoutant que des dossiers de candidats libres ont également été déposés. Elle a fait remarquer, à ce propos, que la «majorité» des dossiers ont été pris en charge, soulignant l'existence de difficultés dans certaines régions et qui seront, selon elle, vite surmontées. Par ailleurs, elle a annoncé qu'un projet de convention entre son ministère et celui de l'Intérieur relatif à la lutte contre la violence en milieu scolaire sera prochainement conclu, rappelant la commission intersectorielle mise en place à cet effet.

M. B.

Le choix des langues étrangères élargi au secondaire

LE CHOIX d'apprentissage des langues étrangères sera élargi au palier du secondaire, a indiqué, hier à Alger, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, assurant qu'«aucun changement» ne touchera les cycles primaire et moyen en matière de langues étrangères. Outre les langues espagnole, italienne, allemande et russe enseignées en filière lettres et langues étrangères, le ministère compte élargir les choix des élèves du secondaire «au chinois, au turc et probablement au coréen», a déclaré M^{me} Benghebrat, dans un entretien accordé au Quotidien d'Oran. «Dans tous les cycles, toutes les matières, en dehors des langues étrangères, se font en langue arabe en sus de la discipline langue arabe», a-t-elle souligné, précisant que 100% des matières sont enseignées en arabe pour les 1^{re} et 2^{es} années primaires et qu'à partir de la 3^e année primai-

re l'enseignement en langue arabe occupe 80% des matières enseignées. Interrogée sur les deux syndicats ayant émis des réserves quant à la Charte de l'éthique relevant du secteur, la ministre a annoncé la tenue, la semaine prochaine, d'une rencontre avec ces deux syndicats (CLA et Cnapest), auxquels elle assure sa «disponibilité» à résoudre les questions posées «pour peu que la réglementation le permette». «Nous reconnaissons qu'à l'échelon du local, il y a une masse de problèmes non résolus à l'exemple des enseignants qui ont été recrutés mais dont l'intitulé de la spécialité ne faisait pas partie de la nomenclature des spécialités exigées pour occuper un poste d'enseignant et qui n'ont pas été payés», a-t-elle souligné, relevant le travail «gigantesque entrepris par son département ministériel pour la prise en charge des revendications».

Imputant l'origine de nombre de problèmes à la «mauvaise gestion», M^{me} Benghebrat a ajouté travailler «au cas par cas» et «être intransigeante quant au respect scrupuleux de la loi et de la réglementation». Interpellée sur le cas des contractuels revendiquant notamment la prise en compte de leur ancienneté, la ministre a répondu : «L'argumentaire que nous développerons, c'est de dire que l'expérience qu'ils ont acquise dans l'enseignement va forcément se refléter dans les réponses qu'ils auront à formuler durant les épreuves écrites». Après avoir expliqué les situations imposant le recrutement de contrats à durée déterminée, elle a convié les concernés à «faire preuve de discernement et de sagesse».

R.N.

LA QUESTION DU JOUR

Un temps pour tout

suite de la page Une

Une certaine opposition en est réduite à tabler sur le pire : la faillite complète, et ce qu'à l'en croire celle-ci implique de crise mortelle pour le régime. Sans que personne n'en parle explicitement, les deux camps sont dans la situation de spectateurs assistant à une course contre la montre, chacun d'eux ayant parié ou espérant que la compétition tourne à l'avantage du cheval, ou de la cause dans laquelle il se reconnaît. L'issue de la course ne dépend pas d'eux, mais de facteurs dont certains sont purement économiques, et d'autres pas, mais qui dans les deux cas ne sont pas de leur ressort. L'Algérie et ses spécificités politiques ne sont pour rien dans le fait que les cours du pétrole soient faibles, et que les caisses du pays conséquemment se vident. Les causes en sont ailleurs : dans la crise économique mondiale, qui fait baisser la demande des matières premières, et dans l'excès de l'offre entretenu délibérément par l'Arabie saoudite, qui entend ce faisant éliminer du marché d'autres producteurs, ceux de pétroles non conventionnels à ce qu'il paraît. Il n'empêche, des opposants algériens n'en espèrent pas moins tirer à terme un profit politique substantiel. S'il ne tenait qu'à ceux-là que le baril repasse la barre des quarante dollars, et même dégringole jusqu'à ce ne plus valoir beaucoup par rapport à ce qu'il en coûte de l'extraire, il s'en trouverait probablement qui n'hésiteraient pas un instant à faire en sorte qu'il en soit ainsi. Triste métier que celui-là où l'on est amené à espérer de toutes ses forces que les siens renouent avec la gêne, que les caisses de l'Etat se vident, et que le désordre éclate et se généralise ! Depuis des mois, il ne passe pas de jour sans qu'un prophète de malheur n'aille dans les médias de son annonce du pire... qui ne veut toujours pas se pointer. Mais peut-être que ce n'est pas encore le moment, qu'il faut encore attendre un peu, que les réserves se tarissent tout à fait, par exemple. Patientons donc. D'autant que ces choses-là nous dépassent. Et que nous ne pouvons même pas feindre de les organiser. Dans quelques semaines, dans quelques mois, en tout cas selon toute vraisemblance avant que 2016 ne se soit achevée, de deux choses l'une : ou le baril sera reparti à la hausse, ou les caisses de l'Etat se seront beaucoup vidées. Il ne sera alors que temps pour que la politique soit de nouveau à l'honneur, avec une année pour elle toute seule.

M. H.

Algérie-France/A la faveur d'une visite de Manuel Valls

Cinq projets de partenariat prochainement signés à Alger

■ Parmi les 32 projets identifiés dans le cadre de ce partenariat, cinq seront paraphés, en avril à Alger, à la faveur d'une visite de travail du Premier ministre français, Manuel Valls.

Par Salem K.

Cinq projets de partenariat économique entre l'Algérie et la France seront prochainement signés à Alger, a-t-

Télécommunications Onze stations MSAN mises en service dans le Grand Sud

ONZE NOUVELLES stations de télécommunications multi-services de type MSAN (Multi-Services Access Node) ont été mises en service à travers la wilaya d'Illizi depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris dimanche des responsables locaux de l'entreprise Algérie-Télécom (A.T).

Deux de ces stations MSAN ont été installées dans les quartiers de Zelouaz et Zelouaz El-Djadida dans la circonspection administrative de Djanet, six autres au niveau de la commune de Bordj Omar Driss, dont quatre pour la localité de TFT (Tin Fouyé Tabenkort), une à l'aéroport Zarzaitine d'In-Amenas et deux à Illizi, dont une dans la concentration d'habitants de Takbalt, a précisé le directeur opérationnel d'A.T à Illizi, Omar Ouaini.

Cette opération entre dans le cadre d'un programme d'A.T. visant à améliorer les prestations offertes aux citoyens en matière d'accès à l'internet haut débit et de télécommunications.

Ce programme de développement a concerné aussi l'installation d'un système d'internet haut débit dans le village reculé de Tassat (150 km d'Illizi), en plus de la mise en service prochaine d'un nouveau raccordement de fibre optique dans la localité de Tamadjert (300 km d'Illizi), a-t-il ajouté.

S'agissant de la 4G LTE (évaluation à long terme), le réseau de cette technologie a été renforcé pour les deux stations à Illizi et In-Amenas, tandis que quatre équipements similaires ont été installés dans les localités d'In-Aberber et Ifri à Djanet et deux autres dans les communes de Debdeb et Bordj El-Haouès.

Un nouveau raccordement numérique hertzien pour l'utilisation des nouvelles technologies de la communication est entré en service à Debdeb, a fait savoir le responsable. Douze stations MSAN avaient été mises en service, à la fin de l'année écoulée, dans différentes communes de la wilaya d'Illizi, a rappelé M.Ouaini.

May D.

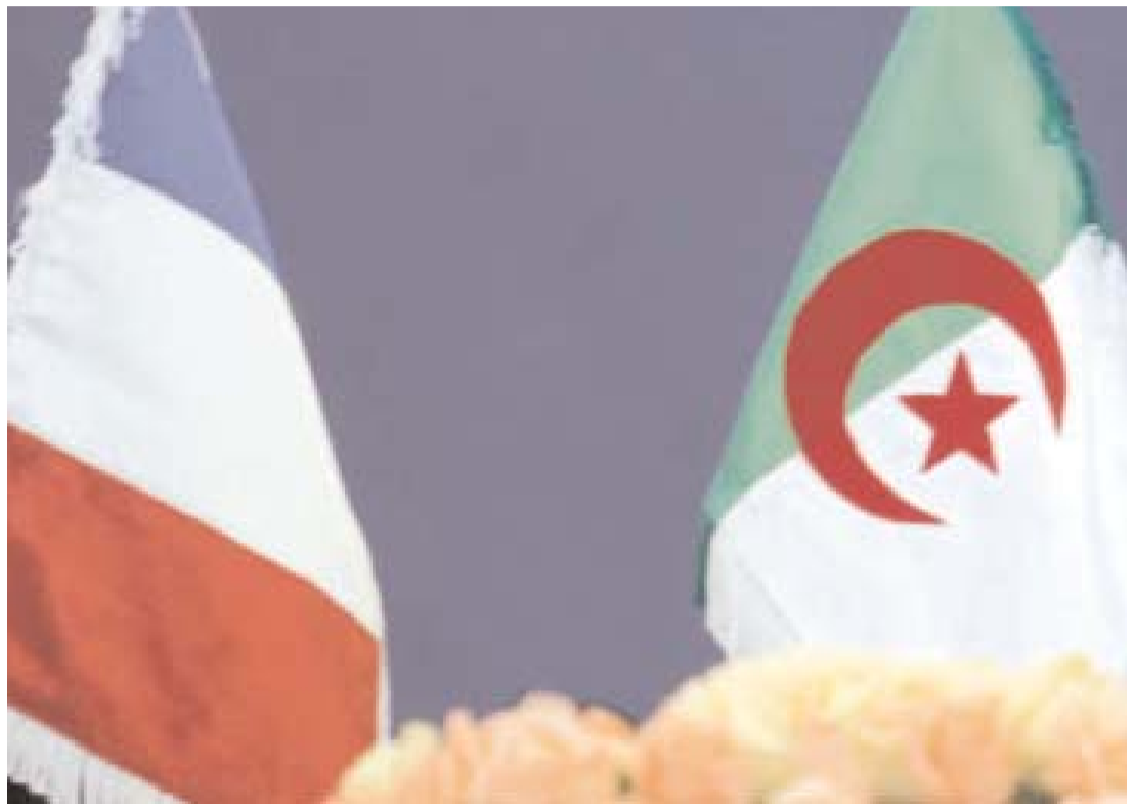
on appris dimanche à Tlemcen du président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).

Animant une conférence sous le thème «Algérie-France: un partenariat d'excellence», Kaci Ait Yalla, délégué honoraire du Forum des chefs d'entreprise (FCE) en France a annoncé que parmi les 32 projets identifiés dans le cadre de ce partenariat, cinq seront paraphés en avril à Alger, à la faveur d'une visite de travail du Premier ministre français, Manuel Valls.

Il s'agit d'un projet de valorisation des déchets de métaux ferreux et non ferreux qui sera domicilié à la zone industrielle de Oued Tlélat (Oran), de deux logiciels qui permettront à l'Algérie d'avoir ses propres codes sources en matière informatique, d'un projet de construction d'équipements et matériels agricoles, d'un logiciel pour la gestion des malades au niveau des hôpitaux et de leurs domiciles et d'un autre concernant la lutte contre le gaspillage du pain et des viennoiseries.

Ce dernier projet touche au système de distribution et de franchise, a expliqué M. Ait Yalla devant les participants au forum.

Il a insisté sur la nécessité, pour les deux parties, de créer une valeur ajoutée susceptible de développer leurs économies respectives et surtout de créer l'emploi qui constitue la stratégie



de ce partenariat d'excellence aux côtés de la croissance.

«La diaspora algérienne en France s'organise pour venir en aide à son pays d'origine, l'Algérie, tout en gardant son pied d'attache en France», a-t-il souligné.

«L'axe Alger-Paris, dont les présidents des deux pays ont ouvert la voie, le 12 décembre 2012, permet à ce partenariat d'excellence de développer la

valeur ajoutée des deux pays», a ajouté M. Ait Yalla. Cette conférence a été suivie par des travaux en tables rondes consacrées à trois thèmes abordant la «jeunesse et formation: armes de développement», la «nouvelle économie: la diaspora algérienne, un atout» et «investissement: Tlemcen au rendez-vous».

Cette rencontre a été ouverte par le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid, qui a rappelé

que ce forum qui se tient sous l'égide du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, est appelé à «concrétiser le partenariat Algérie-France par des résultats palpables». Pas moins de 250 personnes, entre opérateurs des deux rives, chefs d'entreprise, cadres et économistes prennent part à cette rencontre, à laquelle assiste le Consul général de France à Oran.

S. K./APS

Augmentation des prix/Ligne Alger-Tizi Ouzou

Des transporteurs imposent leur loi

Les prestataires de bus privés de la ligne Alger-Tizi Ouzou semblent encore agir à leur guise et ce, en s'acquittant de 10 DA de plus par rapport aux nouvelles tarifications des transports en vigueur, bien que le prix du ticket de bus allant de la gare routière du Caroubier vers celle de Tizi Ouzou soit passé de la somme de 190 DA (180 DA+10 DA de taxe de la gare routière incluse) à celle de 200 DA (190 DA+10 DA de taxe de la gare routière incluse). Ces nouveaux tarifs semblent contenir une anomalie des moins négligeables pour s'appliquer à leur juste mesure. Car pour aller vers Tizi Ouzou cette logique d'augmentation semble tenir la route dans la mesure où celle-ci ne fait que répondre aux nouveaux textes de loi. Par contre, en ce qui

concerne le retour de Tizi Ouzou, les usagers de cette ligne payent arbitrairement 10 DA de plus. Autrement dit, ils devraient payer leur ticket de bus 190 DA, c'est-à-dire au même prix de l'aller puisque la taxe de la gare routière qui leur a été imposée à leur retour de Tizi-Ouzou n'existe pas. Il s'agit par conséquent, rien d'autre qu'une taxe imaginaire et d'une escroquerie sans conteste de la part de ces transporteurs privés qui, rappelle-t-on, ne manquent pas encore une fois de trouver des combines malhonnêtes pour voler d'honnêtes citoyens. Pourtant des mesures sérieuses ont été vite prises afin d'éviter une éventuelle anarchie des contrôles des prix du transport public, toutefois celles-ci restent vaines. Cette situation désobligeante a bien

sûr suscité moult réactions et grogne de la part des voyageurs de cette ligne mais rien n'a été fait pour le moment afin de réparer cette injustice. D'ailleurs après la récente circulaire adressée justement par le ministère aux directions des transports de wilaya concernant les nouveaux tarifs des transports, toutes les lignes devaient augmenter de 10%, néanmoins, dans la réalité c'est une tout autre affaire car les dérives, du moins pour cette ligne, sont toujours là. En tous cas en attendant que les autorités agissent pour régler cette situation alarmante, les prestataires privés de cette ligne continuent à imposer leur diktat en toute impunité et à s'enrichir sur le dos des citoyens qui payent souvent les pots cassés.

Yacine Djadel

Blida

Plus de 2 000 logements livrables à la fin de l'année

Plus de 2 000 logements publics locatifs (LPL) seront prêts à la livraison, à la fin 2016, a-t-on appris dimanche d'un responsable de l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI) de Blida.

«Plus de 2 000 logements LPL, achevés, font actuellement l'objet d'aménagement externe et de raccordement aux réseaux divers (gaz, électricité, eau), en

vue de leur réception dans les plus brefs délais», a indiqué à l'APS le chef de maîtrise des ouvrages à l'OPGI, Amar Maàroudj. Les logements en cours de finition se répartissent à raison de 1 200 unités au niveau de la commune d'Oued Djer, et 500 dans la ville de Meftah.

Parallèlement, 1 270 autres unités, réalisées dans la commune de Larbaa, à l'est de Blida,

sont prêtes à la distribution. «Ces unités sont en attente de la fin de la mise au point des listes de leurs bénéficiaires, par les commissions de daïra», a précisé ce responsable. S'exprimant sur le retard enregistré dans la réalisation de nombreux projets de logements, dans la wilaya, M. Maàroudj l'a imputé à la négligence de certains promoteurs, qui ne respectent pas leurs

délais de livraison.

Il a souligné, à ce propos, la prise d'un nombre de mesures répressives à leur rencontre, parallèlement à la mise au point d'une liste noire, englobant plus d'une dizaine d'entreprises de réalisation, avec qui l'OPGI de Blida «ne signera désormais plus aucun marché de réalisation», a assuré la même source.

Safy T.

4^e session des discussions algéro-américaines

L'Algérie souligne les progrès accomplis dans l'amélioration du climat des affaires

■ La quatrième session des discussions algéro-américaines sur l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement (Tifa) a constitué l'occasion pour présenter les progrès accomplis dans l'amélioration du climat des affaires en Algérie, a indiqué la secrétaire générale du ministère de l'Industrie et des mines, M^{me} Rabea Kharfi.

Par Souad L.

«**L**a rencontre a permis à la partie algérienne de faire le point sur la mise en œuvre des réformes, liées au climat des affaires et sur les mesures des lois de finances 2015 et 2016 relatives à l'amélioration des conditions de l'investissement», a déclaré M^{me} Kharfi à l'APS à l'issue de ces discussions consacrées à l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement. La partie algérienne a apporté, à ce propos, une série de clarifications, en réitérant les grandes lignes directrices sur lesquelles est fondée la nouvelle loi sur l'investissement, a-t-elle ajouté. «Nous avons expliqué à nos partenaires américains que le nouveau code, harmonisé et

assaini, allait conforter toutes les règles qui sécurisent les IDE et donnent plus de visibilité aux investisseurs», a-t-elle enchaîné. La partie algérienne a également saisi cette occasion pour faire le point sur le nouveau programme d'amélioration de l'offre du foncier en présentant aussi «les filières porteuses en mesure d'assurer la diversification de l'économie qui est devenue le mot-clé du programme économique du gouvernement», a relevé M^{me} Kharfi. «Nous avons vivement souhaité que la partie américaine comprenne les progrès accomplis et l'engagement du gouvernement algérien à mettre en œuvre ces réformes car les IDE restent un instrument important pour booster l'économie nationale», a déclaré la secrétaire générale du ministère de



Ph. > D. R.

l'Industrie. Les responsables américains, a-t-elle ajouté, se sont dits satisfaits de garder ce dialogue permanent dans les domaines du commerce et de l'investissement. M^{me} Kharfi a fait savoir aussi que la délégation algérienne a également apporté des réponses aux requêtes de certaines entreprises américaines concernant les dernières mesures visant le recadrage du commerce extérieur, notamment celles liées à l'importation des véhicules. «On a expliqué à ces entreprises que l'instauration des licences d'importation de véhi-

cules était destinée à assainir et réguler une filière à l'importation qui était en plein désordre, à mettre fin au phénomène de la surfacturation et à renforcer les équipements de sécurité obligatoires» dans les véhicules neufs. Par ailleurs, l'Algérie a été déclarée au cours de cette réunion rééligible au système généralisé de préférence américain, un dispositif facilitant aux pays bénéficiaires l'accès de leurs produits au marché américain en franchise de droits de douane. Cette 4^e session du dialogue commercial a été tenue, du côté algérien, par

des représentants des ministères, respectivement, du Commerce, de l'Industrie et des mines, de l'Energie, de l'Agriculture et des Transports, et, du côté américain, par le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour le Maghreb et l'Egypte, John Desrocher, et l'assistant du Représentant américain au Commerce (USTR). Les représentants des offices américains de l'aviation civile, du commerce bilatéral, des marques et des brevets et de l'énergie ont également pris part à ces discussions.

S. L./APS

Matières premières

Les prix mondiaux globalement en hausse

La semaine écoulée a été marquée par une augmentation générale des prix des matières premières, à l'exception de ceux des métaux de base. Les investisseurs ont suivi en Chine, premier importateur mondial de soja, la session annuelle du Parlement au cours de laquelle le gouvernement a certes abaissé ses objectifs de croissance mais surtout manifesté sa volonté d'agir pour la soutenir, et ce, en creusant le déficit public. «Cela a encouragé beaucoup d'achats en début de semaine dans l'idée qu'il ne faut pas s'inquiéter pour le moment à propos de la Chine», a noté un analyste. Autre soutien, les prix du pétrole ont continué à monter dans l'espoir d'un rééquilibrage de l'offre par rapport à la demande, ce qui a «permis aux marchés agricoles de respirer un peu», ont noté les experts d'une maison de courtage. Les troubles politiques au Brésil ont contribué à renforcer sa monnaie, le real, face au dollar dans l'espoir d'un changement de gouvernement. «Cela rend les producteurs américains plus compétitifs à l'inverse de leurs homologues brésiliens», précise un expert. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) s'échangeait vendredi à 3,6450 dollars, contre 3,5825 dollars en fin de semaine précédente. Le boisseau de blé valait 4,7550 dollars contre 4,6075 dollars une semaine plus tôt. Le boisseau de soja coûtait 8,9550 dollar contre

8,7850 dollars. Le café a profité d'attentes d'une demande en hausse tandis que le cacao a continué à bénéficier des craintes de déficit en Côte d'Ivoire et que le sucre s'est stabilisé, évoluant dans de faibles marges avant de tenter un rebond. «Le dollar s'affaiblit, l'euro se renforce et cela devrait fournir un bon arrière-plan aux matières premières alimentaires», a commenté un analyste. Dans la mesure où les achats de matières premières sont libellés en dollars, tout affaiblissement du billet vert les rend moins onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises, ce qui a tendance à soutenir les cours. En outre, les prix bénéficiaient d'inquiétudes entourant la taille de la récolte au Brésil, qui pourrait ne pas être aussi importante que prévu en raison de mau-

vaises conditions météorologiques, ainsi que d'attentes d'une demande en hausse, permettant aux prix de rebondir à partir de leurs plus bas depuis mai 2010 atteints fin janvier. Les prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) ont lâché du lest, souffrant de prises de bénéfices après près d'un mois de hausse quasi ininterrompue et de données mitigées sur le commerce extérieur chinois. La Chine a en effet vu ses exportations chuter de plus de 25% le mois dernier, tandis que ses importations plongeaient à nouveau, sous l'effet conjugué d'une conjoncture internationale morose et de l'essoufflement persistant de l'activité dans la deuxième économie mondiale et premier consommateur de métaux au monde.

Le pétrole termine la semaine en hausse

Les prix du pétrole ont terminé la semaine en hausse, confortés par les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui veut croire à un rééquilibrage du marché à partir de fin 2016. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 40,38 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 3,22 dollars par rapport au vendredi précédent (37,16 dollars). Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en avril a grimpé de 3,89 dollars pour atteindre 38,55 dollars contre 34,66 dollars. Les cours du Brent et du WTI se sont repris dans le sillage de la publication vendredi du dernier rapport men-

suel de l'AIE qui table sur une baisse de la production des pays non membres de l'Opep en 2016. L'Agence note dans son rapport que «les prix bas et la baisse des investissements ont clairement commencé à avoir un impact sur la production de pétrole dans les pays non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole», à commencer par les Etats-Unis, où l'Agence s'attend à une baisse de la production de 530 000 barils par jours (b/j) cette année. «Des éléments montrent que les prix pourraient avoir atteint un point bas», souligne aussi l'AIE, qui précise que fin 2016 le surplus d'offre devrait être ramené à 0,2 million de barils par jour (mbj), contre encore 1,9 mbj au premier trimestre, ce qui devrait permettre d'achever le rééquilibrage en 2017.

Fateh M./Agences

Salon international «Batimac» à Oran

La 15^e édition a drainé plus de 5 000 professionnels

LA 15^e ÉDITION du Salon international de l'immobilier, de l'urbanisme, de la construction et des travaux publics «Batimac 2016», qui a pris fin samedi soir au palais des expositions de Hai Medina Jdida d'Oran, a drainé plus de 5 000 professionnels, a-t-on appris des organisateurs.

Cette manifestation de six jours a enregistré la participation de près de 80 exposants d'Algérie, France, Italie, Espagne, Belgique, Turquie et des sociétés mixtes algéro-allemandes et algéro-suisse. Cette édition, organisée sous le slogan «Grand défi,

construisons ensemble l'avenir», a permis à des entreprises bancaires de faire connaître leurs services en matière d'octroi de crédits fonciers pour financer des projets d'habitat et des entreprises immobilières d'exposer leurs programmes d'habitat au niveau de l'ouest du pays.

Ce salon, organisé par la société des expositions SOGEXPO en collaboration avec l'Entreprise des manifestations économiques et commerciales (EMEC), a constitué une occasion pour les professionnels algériens d'échanger des expériences en

matière de construction avec leurs homologues étrangers, en plus de la promotion du produit local surtout portant sur la production des matériaux de construction dont le ciment, la céramique et le gypse. Par ailleurs, la 13^e édition du Salon de l'immobilier, de l'urbanisme, de la construction et des travaux publics «Batimac Ouest», prévue du 19 au 24 octobre prochain, verra une forte participation d'entreprises turques, tunisiennes, polonaises et des sociétés algériennes, selon le directeur général de SOGEXPO.

R.E.

Ain Témouchent/Beni Saf

Taux d'avancement de 50% du projet d'aménagement de l'aquarium

■ Le projet d'aménagement de l'aquarium de Beni Saf en annexe halieutique relevant du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) d'Alger, enregistre un taux d'avancement de 50%, a-t-on appris du directeur par intérim de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Ain Témouchent.

Par Salim L./APS

Le projet centralisé portant sur l'étude, aménagement et équipement de l'annexe halieutique (ex-aquarium) de Beni Saf, qui sera érigé en annexe halieutique du CNRDPA, sera réceptionné provisoirement en juillet prochain, a indiqué Boukabrine Sahnoune.

Les travaux, dotés d'une enveloppe de 110 millions DA dont 10 millions DA pour l'étude, portent sur le confortement des fondations et de la structure porteuse, la réfection des murs et des dalles, le remplacement des équipements hydrauliques et électriques et tous les circuits, l'introduction de réseau neuf, le réaménagement et modernisation des espaces d'exposition (aquarium et laboratoire de

recherche) et des logements d'astreinte selon les besoins recensés, a-t-il précisé. Cette action a été retenue dans le budget d'équipement sectoriel de l'exercice 2014, dont la notification de cette opération a été attribuée en janvier de la même année.

L'ex-aquarium de Beni Saf, construit dans les années cinquante, sera ainsi sauvegardé en tant que partie prenante du patrimoine historique et culturel de la ville de Beni Saf et de toute la région ouest, a signalé M. Boukabrine, ajoutant que cette action contribuera à la promotion de la recherche et la formation dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture. Elle contribuera, également, à la création d'un pôle d'attraction éducatif et touristique qui permettra de pré-



Ph. > D. R.

senter la faune aquatique de la région, a-t-il fait savoir. La future annexe halieutique sera chargée, également, de la définition et la vulgarisation des différents types et techniques de pêche, a-t-on encore souligné.

Le sous-sol de cette structure contient des locaux techniques et bâches d'eau douce et eau de mer.

Le rez-de-chaussée, pour sa part, dispose d'un hall d'exposition (aquarium). Le 1^{er} étage comprend des laboratoires de recherche et l'administration et

la dernière partie sera constituée de logements. La future annexe halieutique de Beni Saf comporte, actuellement, 24 aquariums ou bassins sélectifs de 1 mètre cube. Ils devront être remplacés par des aquariums plus grands dits cosmopolites où vivront ensemble diverses variétés de poissons. Il est possible de doubler le nombre des bassins et d'exposer la plus grande variété possible d'animaux aquatiques au niveau de cette structure de recherche unique dans la région ouest, a-t-on soutenu.

Il y a lieu de signaler enfin que l'aquarium a été choisi pour abriter un des huit centres de recherche nationaux pour le développement de la pêche, notamment l'aquaculture.

S. L./APS

CNMA d'Oran

Faible engouement des agriculteurs et éleveurs pour les assurances

Le directeur d'Oran de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Mohamed Kessi, a déploré un «faible» engouement des agriculteurs de la wilaya pour les assurances dont le taux ne dépasse pas 10% du chiffre d'affaires global des branches de la CNMA. Lors du Salon international des industries alimentaires, qui a pris fin samedi, ce responsable a expliqué qu'en dépit de toutes les mesures et facilités fournies par la CNMA et les campagnes d'information et de sensibilisation, les agriculteurs et les éleveurs n'affichent qu'un faible engouement pour ce produit d'assurances. La CNMA a enregistré en 2015 dans la wilaya d'Oran, qui compte 9 000 agriculteurs et 10 000 éleveurs, un chiffre d'affaires global de 240 millions DA, soit un taux d'assurances de 10% seulement. Plusieurs facilités et incitations ont été offertes aux fellahs et éleveurs pour la sous-

cription et le paiement des cotisations dont des réductions dans les contrats d'assurances agricoles végétales ou animales, mais un nombre restreint s'est présenté à la CNMA pour s'affilier, a-t-il rappelé, insistant sur l'intensification des efforts de sensibilisation et les sorties sur le terrain pour convaincre les concernés de l'importance de l'assurance. En plus des assurances contre la grêle, les incendies de récoltes, celles tous risques pour les récoltes de pomme de terre, d'arbres fruitiers et autres, la CNMA propose d'autres produits dont l'assurance tous risques pour habitations et les chantiers de construction, l'assurance contre les incendies d'usines, le vol et autre pour le transport terrestre, aérien et maritime. Dans ce contexte, M. Kessi a signalé la signature d'une convention avec la Casnos pour faciliter l'adhésion des agriculteurs, des éleveurs à cette

caisse et l'ouverture de bureaux au niveau de la CNMA pour cet effet. Parmi les objectifs assignés pour l'exercice 2016, la même source a cité l'augmentation du chiffre d'affaires global de toutes les branches d'assurances de la CNMA, précisant que cette caisse vise à dépasser le seuil de 300 millions DA, ce qui a nécessité d'intensifier les journées de sensibilisation et d'information en direction des agriculteurs, éleveurs et opérateurs activant dans l'industrie agroalimentaire et autres industriels. Il a annoncé aussi l'ouverture de nouveaux bureaux locaux de la CNMA dans la wilaya qui dispose actuellement de quatre à Oued Tlélat, Boutlélis, Ain Turck et Gdyl, ajoutant que de nouveaux bureaux seront ouverts au niveau des daïras d'Oran, Es Sénia et Bir El Djir, en vue de se rapprocher davantage du fellah.

Hani A./Agences

Mila

Plus de 1 700 logements distribués avant le mois de ramadhan

Plus de 1 700 logements sociaux participatifs (LSP) et promotionnels aidés (LPA) seront distribués «avant le mois de ramadhan prochain» dans plusieurs communes de la wilaya de Mila, a annoncé le wali, Abderrahmane Madani Fouatih. D'importants efforts sont déployés pour distribuer tout le quota de logements relevant de ces deux segments, en travaux à

travers le territoire de la wilaya, «avant la fin de l'année 2016», a ajouté le responsable au cours d'une inspection de plusieurs chantiers du secteur de l'habitat. Il a exhorté à cet effet les promoteurs à accélérer le rythme des travaux et à assurer l'exécution des aménagements extérieurs des nouvelles cités qui devront être prêtes «avec les VRD» (voirie et réseaux

divers). Selon les précisions recueillies au cours de la visite, les unités à livrer avant le mois sacré sont situées à Grarem-Gouga (715 logements), Mila (380), Sidi-Merouane (145), Oued N'dja (100) et 455 à Ferdjoua. Le chef de l'exécutif local a procédé, lors de cette sortie de terrain, au lancement des travaux d'un projet de 500 logements location-vente rele-

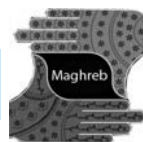
vant du programme de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL). Pour rappel, la wilaya de Mila a dernièrement bénéficié d'un nouveau quota de 1 000 logements AADL qui s'ajoutent aux 2 800 unités déjà prévues au chef-lieu de wilaya, Chelghoum Laïd, Tadjenanet et Oued Athmania

Fateh J.

Batna Augmentation «sensible» du volume stocké au barrage de Koudiet Medouar

LE VOLUME d'eau emmagasiné par le barrage de Koudiet Medouar, dans la commune de Timgad (Batna), a augmenté de manière «sensible», passant à 27 millions de m³ contre moins de 23 millions de m³ le mois dernier, a-t-on appris auprès du directeur de cet ouvrage. Cette augmentation, fruit des récentes pluies et du transfert quotidien de 40 000 m³ provenant du barrage géant de Beni-Haroun (Mila), dans le cadre de la «ligne verte d'urgence», permettra, selon Yakine Benchouri, de «répondre aux besoins de plusieurs communes des wilayas de Batna et de Khenchela». De plus, la fonte progressive des neiges qui ont recouvert les hauteurs de la wilaya des Aurès accroîtra davantage le volume stocké dans cet ouvrage, a également souligné le responsable. Pour rappel, le barrage de Koudiet Medouar, d'une capacité globale de 74 millions m³, avait atteint ses plus bas niveaux du fait de la sécheresse qui a frappé la wilaya de Batna durant les deux dernières années. Une situation qui avait nécessité l'engagement, par les pouvoirs publics, d'un projet de «ligne verte d'urgence» pour un transfert à partir du barrage de Beni Haroun.

R.R.



Libye

Entrée en fonction d'un gouvernement d'union

■ Le Conseil présidentiel, un organisme composé de membres de factions rivales libyennes, a proclamé l'entrée en fonction d'un gouvernement d'union nationale qu'appelle de ses vœux l'ONU, bien qu'un vote de confiance requis du Parlement n'ait pas eu lieu.

Par Hatem B./ APS

Dans un communiqué diffusé samedi soir, le Conseil a appelé les institutions libyennes «à prendre contact immédiatement avec le gouvernement d'union afin de mettre en place les modalités de passation des pouvoirs de manière pacifique et organisée».

En outre, le Conseil présidentiel (...) a appelé la communauté internationale, les organisations internationales et régionales, en particulier l'ONU, la Ligue arabe, l'Organisation de la conférence islamique, l'Union africaine et l'Union européenne «à cesser toute relation avec les autorités exécutives ne découlant pas du gouvernement d'union».

La Libye est actuellement déchirée entre deux gouvernements qui se disputent le pou-

voir. L'un, basé à Tripoli, la capitale, n'est pas reconnu par la communauté internationale. L'autre basé dans l'est du pays est le seul reconnu à ce jour internationalement. Le pays risque de se trouver avec un troisième gouvernement dirigé par l'homme d'affaires libyen, Fayez al-Sarraj, qui se trouve au Maroc et dont les ministres pressentis sont éparpillés dans différentes régions et certains hors de Libye.

Les Nations unies avaient poussé à la création d'un gouvernement d'union nationale, accepté par certains membres des factions rivales mais rejeté par d'autres. En vertu d'un accord signé en décembre au Maroc, le Conseil présidentiel a été créé et a proposé une équipe pour le gouvernement d'union de M. Farraj. Mais toujours selon l'accord, pour entrer en fonction



Ph : DR

ce gouvernement d'union doit obtenir un vote de confiance de la part du Parlement reconnu par la communauté internationale basé à Tobrouk. Ce Parlement a rejeté le 25 janvier une première mouture du gouvernement

d'union. En février, un nouveau vote de confiance n'a pu avoir lieu, faute de quorum, ce qui bloque en théorie l'entrée en fonction du gouvernement d'union. Depuis la chute de son dirigeant Mouammar Kaddafi en

2011, la Libye est en proie au chaos, déchirée par les violences entre factions armées, une instabilité dont profite le groupe Etat islamique (EI) pour étendre son influence.

Hatem B./ APS

Tunisie

Les autorités appellent aux dons pour lutter contre le terrorisme

Le Chef du gouvernement tunisien, Habib Essid, a appelé ses concitoyens à faire des dons au Fonds national de lutte contre le terrorisme, moins d'une semaine après une attaque sans précédent contre des installations sécuritaires à Ben Guerdane, près de la Libye. Tourisme en berne, menace terroriste en hausse...

Cinq ans après les printemps arabes et la révolution de jasmin, la Tunisie en est là. Le Chef du gouvernement tunisien Habib Essid a appelé ce samedi ses concitoyens à faire des dons au Fonds national de lutte contre le terrorisme.

Un appel qui résonne de désespoir dans le fond si ce n'est dans la forme et qui intervient moins d'une semaine après une attaque sans précédent contre des installations sécuritaires à Ben Guerdane, à proximité de la frontière libyenne.

Le chef du gouvernement tunisien, Habib Essid, «a invité les membres du gouvernement et les hauts cadres de l'Etat à faire don d'un jour de travail au profit du Fonds de lutte contre le terrorisme». «Il a également exhorté les fonctionnaires, les agents de l'Etat et les citoyens à prendre part à cette initiative pour soutenir l'effort national

dans la lutte contre le fléau du terrorisme», explique un communiqué gouvernemental.

Le Président fait don d'un mois de salaire

Le président Béji Caïd Essebsi s'était auparavant rendu dans un bureau de poste du centre-ville de Tunis pour faire don d'un mois de salaire à ce Fonds, «une participation symbolique afin de soutenir les institutions sécuritaires et militaires», selon un communiqué de la présidence.

M. Essebsi a appelé «tous les Tunisiens, à l'intérieur et à l'exté-

rieur du pays, à appuyer les efforts de l'Etat dans sa guerre contre le terrorisme». Lundi à l'aube, des dizaines de djihadistes lourdement armés ont attaqué une caserne militaire, un poste de police et un poste de la Garde nationale à Ben Guerdane.

Selon un bilan officiel, 49 terroristes ont été tués et neuf arrêtés pendant les assauts et les opérations sécuritaires qui ont suivi.

Des attaques d'une ampleur sans précédent

Ces assauts n'ont pas été

revendiqués jusqu'à présent, mais les autorités les ont imputés au groupe extrémiste Etat islamique (EI), accusé de chercher à créer un «émirat» dans cette région frontalière de la Libye. Depuis la révolution de 2011, la Tunisie est confrontée à l'essor d'une mouvance djihadiste responsable de la mort de dizaines de policiers et de soldats ainsi que de touristes, mais les attaques de lundi sont sans précédent par leur ampleur.

Asma F./Agences

Sahara occidental

Manifestation de soutien à Madrid aux prisonniers du camp de Gdeim Izik

Une manifestation de soutien aux prisonniers politiques sahraouis de Gdeim Izik, «injustement et illégalement emprisonnés» par les Maroc, a été organisée samedi à Madrid par les associations et les organisations soutenant la cause sahraouie.

Les manifestants constitués d'associations et d'ONG amies avec le peuple sahraoui, outre des citoyens sahraouis établis en Espagne, se sont regroupés en face du ministère espagnol des Affaires étrangères, scandant des slogans tels que «libérez les prisonniers», «le Maroc coupable et l'Espagne responsable». Les représentants de la société civile ont rappelé que des prisonniers sahraouis qui observent depuis 12 jours une grève de la faim, sont «arbitrairement détenus depuis cinq ans et demi et condamnés par un tri-

bunal militaire marocain à des peines allant de 20 ans à la perpétuité». «C'est une expression de vengeance, de violence et d'illégalité commise par le Maroc comme réponse à la lutte pacifique du peuple sahraoui pour recouvrer sa liberté», a-t-on souligné.

Les amis du peuple sahraoui mobilisés à Madrid et dans d'autres villes de l'Espagne, ajoute le communiqué, vise à «soutenir les revendications des prisonniers politiques sahraouis et d'exiger leur libération immédiate et à condamner tous les procès judiciaires et politiques marocains tenus contre le peuple sahraoui». Les manifestants tiennent par ailleurs à attirer l'attention de l'organisation des Nations unies ainsi que son Secrétaire général, sur la détention reconnue arbitraire de ces prisonniers et sur les 651

personnes sahraouies portées disparues. Les organisateurs de la manifestation ont également dénoncé dans un communiqué «la violation continue des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et la situation des prisonniers politiques sahraouis dans toutes les prisons marocaines et au Sahara occidental occupé».

Dans le même document, les manifestants ont également dénoncé «les manœuvres et les obstacles mis en place par l'Etat marocain contre les efforts des Nations unies, à la fois politique et dans les négociations pour parvenir à une solution à ce conflit qui ne peut qu'aboutir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination à travers lequel le peuple sahraoui décidera librement de son avenir».

«Les autorités marocaines sont tenues

pour responsables des conséquences qui pourraient résulter de la grève de la faim des 13 militants sahraouis que sont Naama Ansari, Ahmed Sbaj, Brahim Al-Ismaïli, Sid Ahmed Lemjayed, Hasanna Dah, Bachir Jadda, Mohamed Embarek Lefkir, Abdalla Toubbali, Abdalla Abhah, Mohamed Bani, Mohamed Bourial, Mohamed Banga, Cheikh Bachir», ont insisté les associations ayant pris part à la marche de soutien, avant d'appeler, enfin, «les autorités espagnoles et la communauté internationale à intervenir d'urgence en faveur des prisonniers politiques sahraouis afin de les faire bénéficier de leur droit légitime, notamment leur présentation devant un tribunal civil et leur assurer un procès équitable qu'ils n'ont jamais eu auparavant».

R.M.

Primaires républicaines

Obama appelle à cesser les «insultes» et «violences»

■ Donald Trump s'est déclaré samedi «galvanisé» dans sa campagne après l'annulation, la veille, d'un de ses meetings émaillé d'échauffourées, ses adversaires l'accusant d'être le responsable de ces tensions et Barack Obama appelant à cesser les «insultes» et «violences».

Par Ali O.

Le dernier incident en date s'est déroulé samedi matin en bordure de la piste de l'aéroport de Dayton (Ohio), où le milliardaire avait donné rendez-vous à des milliers de ses partisans. Un protestataire a brusquement tenté de monter sur scène mais a immédiatement été interpellé, tandis que les gardes du corps de M. Trump, des agents du Secret Service, s'empressaient d'entourer le candidat pour le protéger.

«Le Secret Service a fait du bon boulot en empêchant ce forcené de monter sur la scène. Il est lié au groupe État islamique. Il devrait être en prison», a tweeté Donald Trump en fin de journée.

M. Trump a tweeté un lien où

l'homme en question, qui s'appellerait Thomas Dimassimo, est filmé en train de traîner un drapeau américain sur le sol lors d'une manifestation sur un campus universitaire. Cette vidéo semblait toutefois s'inspirer davantage d'un humour de potache que d'un discours jihadiste et l'AFP n'était pas en mesure de vérifier la réalité de l'accusation avancée par M. Trump, familier des diatribes anti-musulmanes.

L'homme d'affaires, qui a tenu deux autres réunions de campagne, une à Cleveland (Ohio) et l'autre à Kansas City, s'est par ailleurs exprimé sur l'annulation vendredi soir de son meeting à Chicago.

Il a blâmé les centaines de manifestants qui ont fait irruption dans l'amphithéâtre de l'universi-

té de Chicago où il devait prendre la parole.

«Laissez-moi vous dire que les personnes qui ont fait le déplacement par milliers en étant invitées n'ont causé aucun problème. Elles ont été huées et harcelées par ces autres gens. Des gens qui, en passant, représentaient Bernie (Sanders), l'ami communiste», a affirmé M. Trump, en référence au candidat à l'investiture démocrate, qui n'a jamais appelé ses partisans à agir ainsi.

Les protestataires, parmi lesquels de nombreux Noirs et hispaniques, ont selon lui mené une «attaque planifiée».

Des insultes, des bouteilles et des coups de poing ont volé, tandis que la sécurité tentait de séparer les groupes et d'évacuer la salle. Les violences ont continué à l'extérieur et la police a procédé à au moins cinq arrestations.

«Ces gens organisés, pour beaucoup des voyous (...), ont carrément dynamisé l'Amérique», a écrit samedi M. Trump dans un tweet, en assurant ainsi qu'il poursuivait sa campagne avec une détermination renforcée.

Cinq grands États (Floride, Illinois, Missouri, Ohio, Caroline du Nord) votent mardi pour les primaires.

Le meeting de Cleveland a également vu affluer quelques dizaines de militants anti-Trump.

Un noyau dur d'une douzaine d'entre eux, dont plusieurs Noirs, se sont rassemblés à l'entrée du site, brandissant des pancartes affichant «A bas Trump», «Trump est le fils d'Hitler», ou encore «AmeriKKKa», en employant le sigle du Ku Klux Klan, mouvement raciste dont certains



PH. > D. K.

membres sont accusés de soutenir M. Trump.

«Cherchez-vous un travail !», a scandé en réponse une foule d'environ 150 partisans du candidat républicain, sous les yeux de la police montée.

«Tous les problèmes sont de la faute de manifestants. Ils piétinent le drapeau américain», affirmait à l'AFP Bill Burns, un grand barbu de 41 ans, arborant une chemise avec le logo bleu blanc rouge de Barack Obama, le mot Obama étant remplacé par «Ebola».

Sans prononcer le nom de Donald Trump, le président Barack Obama a appelé samedi les candidats en course pour la Maison-Blanche à rejeter les «insultes et les railleries de cour d'école».

Dans une allusion directe au slogan du milliardaire («Rendre

sa grandeur à l'Amérique»), M. Obama a ajouté que l'Amérique se portait bien.

«Ce sur quoi les gens en course pour la présidence devraient se concentrer, c'est comment on peut faire pour que cela aille encore mieux. Pas d'insultes ni de railleries de cour d'école, pas de divisions fondées sur la race et la foi, et certainement pas de violences contre d'autres Américains», a demandé le président américain.

En tête de la course dans le camp démocrate, Hillary Clinton a pour sa part reproché à M. Trump d'avoir un comportement de pyromane, alors que le milliardaire républicain est familier d'une rhétorique incendiaire et de propos régulièrement dénoncés pour leur excès par ses détracteurs.

A. O.



Points chauds

Sortie

Par Fouzia Mahmoudi

Si nombre de ses adversaires ont tenté au fil des années de moquer son discours pour être certains d'affaiblir sa portée sur le public, il semblerait que cela n'ait que peu fonctionné. En effet, Marine Le Pen, qui a depuis toujours soutenu la sortie de la France de l'Union européenne, a aujourd'hui de quoi se réjouir d'un sondage publié cette semaine et qui démontre qu'une majorité de Français souhaite un référendum sur la sortie de leur pays de l'UE, 53% pour être plus précis. C'est l'une des révélations de l'enquête menée début février auprès de 8 000 électeurs dans six pays de l'Union (Allemagne, France, Pologne, Irlande, Espagne et Suède). Cette étude est la première à rendre compte de l'état des opinions publiques européennes à l'égard du débat ouvert au Royaume-Uni et à comparer les perspectives qu'il ouvre, tout comme les espoirs et les craintes qu'il suscite. De tous les Européens interrogés, les Français sont les plus favorables à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, mais, en même temps, les plus enclins à réclamer les mesures anti-immigrés que David Cameron a partiellement obtenues pour son pays. Pour près de la moitié des Français, le «Brexit» («British exit» ou sortie du Royaume-Uni de l'UE) ne serait pas une catastrophe : ils sont 44% à penser que «la Grande-Bretagne devrait quitter l'UE», alors que seuls 27% des Allemands et 19% des Espagnols partagent ce point de vue. D'ailleurs, les Français comme les Suédois, sont nombreux à estimer que l'économie britannique bénéficierait d'un Brexit. Tandis que les Allemands sont 56% à s'attendre à des effets négatifs pour les Britanniques, les Français ne sont que 27%. L'enquête permet d'une autre façon de prendre la mesure de l'empathie relative des Français à l'égard des Britanniques : 33% des Français, qui pensent que le Brexit serait mauvais pour le Royaume-Uni, en sont cependant partisans. Seuls 6% des Polonais et 22% des Allemands ont la même «mauvaise» pensée. Globalement cependant, une majorité se dégage dans les six pays étudiés, en faveur du maintien de Londres dans l'Union. Mais les Français sont décidément les plus réticents : ils sont 56% à souhaiter garder les Britanniques dans l'UE, alors que les Allemands sont 73% et les Polonais 80%. L'appartenance du Royaume-Uni à l'UE est-elle bonne pour ce pays en particulier ? Pour l'UE tout entière ? Les avis sont partagés : «Les Français et les Allemands sont plus nombreux à penser que l'adhésion est bonne pour le Royaume-Uni lui-même plutôt que pour l'Union», souligne Jan Eichhorn, chercheur à l'Institut de sciences politiques et sociales de l'université d'Edimbourg, coauteur de l'étude. Mais ce sondage s'il a de quoi réjouir Marine Le Pen et le Front National qui ont toujours soutenu une politique de sortie ne devrait pas inquiéter le gouvernement outre mesure, tant une sortie de l'UE est pour eux inconcevable. Malgré tout, cette idée semble faire son chemin parmi la population française, qui a longtemps marginalisé le FN non pas seulement pour ses positions considérées par certains comme xénophobes, mais également à cause de son positionnement pour une sortie de la zone Euro. Reste à savoir si cela signifie que le parti frontiste gagnera de nouveaux électeurs, devenant une menace encore plus importante pour les partis traditionnels, surtout aujourd'hui, alors qu'il reste un an tout juste avant la prochaine élection présidentielle.

F. M.

Réfugiés

Hollande ne veut faire «aucune concession» à la Turquie

François Hollande a affirmé qu'il n'entendait faire «aucune concession» à la Turquie sur les droits de l'Homme ou les visas en échange de garanties sur le contrôle des flux migratoires, après une réunion avec une quinzaine de dirigeants sociaux-démocrates européens à l'Elysée. «Il ne doit y avoir aucune concession en matière de droits de l'Homme ou de critères de libéralisation des visas», a souligné le président de la République lors d'une brève déclaration à la presse.

«Nous devons même faire en sorte que ça puisse, dans le contexte que l'on connaît, être un facteur de clarification et de transparence dans les rapports entre la Turquie et l'Europe», a-t-il ajouté, rappelant que des négociations entre Ankara et les 28 États membres de l'Union européenne devaient reprendre lors d'un sommet européen jeudi et vendredi prochain à Bruxelles.

Cela vaut aussi, a assuré M. Hollande, «pour les négociations

qui sont d'ailleurs engagées depuis plusieurs années» avec Ankara sur son adhésion à l'UE.

Pour autant, le président français a souligné «l'urgence» de répondre à la «crise profonde» que connaît l'Europe face à la crise des réfugiés.

«Nous devons faire en sorte que les principes soient bien posés pour que mesures soient les plus conformes à nos valeurs et les plus efficaces», a-t-il insisté. La Turquie accueille actuellement quelque 2,7 millions de réfugiés syriens. Le projet d'accord UE-Turquie sur les migrants a suscité cette semaine des questions sur sa compatibilité avec les droits de l'Homme : l'ONU a jugé «illégal» les expulsions collectives envisagées, et plusieurs membres des 28 se sont inquiétés de possibles compromissions avec le régime islamo-conservateur d'Ankara.

L'Allemagne, qui a déjà accueilli plus d'un million de migrants, a en revanche défendu

ce plan, dénonçant avec la Grèce la récente fermeture «unilatérale» de la route des Balkans.

Ebauché lundi lors d'un sommet à Bruxelles et censé offrir enfin une réponse à l'afflux chaotique de réfugiés vers l'Europe, le projet d'accord prévoit la réadmission en Turquie de tous les migrants arrivés clandestinement en Grèce.

En échange, les Européens s'engageraient, pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, à accepter un demandeur d'asile syrien sur leur territoire.

Ankara exige en outre le doublement de 3 à 6 milliards d'euros de l'aide proposée par l'UE pour l'accueil des Syriens qui fuient la guerre dans leur pays.

La Turquie a demandé une exemption de visas dès la fin juin pour ses ressortissants voulant voyager dans l'UE, et l'ouverture rapide de négociations sur cinq nouveaux chapitres d'adhésion.

Ces propositions doivent être finalisées d'ici au sommet de l'UE les 17 et 18 mars.



Spectacle mis en scène par Nouara Adami

«Juba II», une chorégraphie captivante

■ La virtuosité des danseurs qui ont exécuté, samedi soir à Constantine, le spectacle chorégraphique «Juba II», leur précision et l'émotion qu'ils ont transmis dans la salle du théâtre régional ont littéralement captivé le public.

Par Adéla S./APS

La générale de ce spectacle monté par l'association culturelle «Nouara», écrit par Hocine Taïeb et mis en scène par Nouara Adami, s'ouvre sur un tableau de danses épousant les rythmes d'une chanson de la diva de la chanson chaouïe, Markunda Aurès.

Dix danseurs ont exécuté en symbiose des scènes envoûtantes servies par des mélodies et des rythmes à effet presque «hypnotique» sur l'assistance, tandis que le narrateur, campé par Lakhdar Aouan Khalil, relate les signes précurseurs du parcours exceptionnel qui allait être celui du roi berbère Juba II.

Poussant à l'extrême les limites de leurs corps élastiques, les danseurs, en groupe, en solo et en duo, se sont déployés pour «imager» Juba II reconquérant la terre des ses ancêtres et régnant



sur la Numidie depuis Césarée de Maurétanie (actuellement Cherchell).

Alors que le narrateur guide l'assistance, Abderrahmane Kerroubi (Juba II) et Samer Bendaoud (Cléopâtre Séléné) effectuent un fabuleux tableau reflétant l'amour que se vouaient les deux personnages, sous les applaudissements nourris d'une assistance conquise.

Sur des airs de musique universelle, accompagnés par une projection retraçant, en arrièr-scène, des vestiges numides,

les danseurs, aux silhouettes souples et frêles, dégagent toute l'émotion d'un Juba désemparé face au décès de «sa» Cléopâtre.

Le rideau tombe sur la narration de la mort de Ptolémée, fils de Juba II, dernier de la dynastie de Maurétanie, exécuté par l'empereur romain Caligula. Un moment de pure émotion.

De nombreux spectateurs, approchés par l'APS à la fin du spectacle, ont salué «l'originalité du spectacle» et affirmé avoir passé une «soirée exquise», pleine de «découvertes».

Nouara Adami, metteur en scène et conceptrice des chorégraphies, a souligné la difficulté de transmettre des sentiments au moyen de la danse : «Cela nécessite beaucoup d'efforts et de travail de la part des danseurs comme de l'auteur de la chorégraphie», a-t-elle souligné dans une déclaration à l'APS.

Elle a aussi indiqué que l'introduction d'un narrateur dans le spectacle visait à «mieux situer le spectateur, peu habitué à voir un spectacle de danse évoquant l'Histoire».

Rencontres Alloula

Le texte «Akli et Menaouer» de la pièce «El Ajouad» interprété avec brio

La troisième et dernière journée des «Rencontres Alloula» a été marquée, samedi au théâtre régional d'Oran, par un spectacle où de jeunes comédiens ont reproduit avec brio le texte «Akli et Menaouer», tiré de la célèbre pièce «El Ajouad» du dramaturge Abdelkader Alloula.

Cette prestation, qui a fait l'objet de cinq jours de préparation dans le cadre d'ateliers de création ayant débuté le 5 mars dernier sous la houlette du metteur en scène Mohamed Charchal, a eu droit à une «méga ovation» de la part d'un public nombreux, qui a redécouvert Alloula à travers de jeunes comédiens ayant montré leur capacité à reprendre le flambeau.

Les rôles ont été confiés à des jeunes dont certains n'ont pas l'habitude des planches, mais qui ont réussi, avec l'aide de leur metteur en scène, à se placer dans la plus pure tradition alloulienne et à saisir la profondeur du texte.

Le réalisateur, lors d'un court débat ayant suivi la représentation, a rejeté le terme «mise en scène». «Je ne prétends pas faire de la mise en scène, c'est un travail accompli avec les jeunes durant cinq jours sur un grand texte d'Abdelkader Alloula : c'est lui le véritable metteur en scène», a-t-il déclaré, ajoutant que «Akli et Menaouer» est une leçon d'humanisme, de générosité et de patriotisme et est aussi un hommage aux travailleurs, si chers au défunt Alloula. Par ailleurs, la création musicale et la danse ont également figuré au programme de cette manifestation. Le public a redécouvert Ramy Maâlouf, un talentueux flutiste libanais vivant entre Oran et Beyrouth qui a proposé une composition à partir du texte de feu Alloula dans sa célèbre pièce *El Ajouad*.

La clôture a été assurée par Taferka, un groupe musical oranais. Parallèlement, une exposition de caricatures de Belghomari Nouredine et une autre de photos en noir et

blanc sur le thème «El Guesba wel guella» de Karim Sidi Attalah, ont meublé le hall du TRO.

Le programme de la deuxième édition des «Rencontres Abdelkader Alloula» de trois jours, organisée par la fondation éponyme du regretté dramaturge, a comporté jeudi soir au théâtre régional d'Oran un spectacle de la halqa, production du «café littéraire» de Sidi Bel-Abbès.

Les pièces «Hdar» de l'Association culturelle «El Moudja» de Mostaganem et «L'Insti» de la Coopérative artistique «Masrah.Net» de Bejaïa ont enchanté, vendredi, les spectateurs oranais.

Par ailleurs, les membres de la Fondation Alloula, amis et admirateurs se sont recueillis vendredi à la mémoire du dramaturge défunt au cimetière d'Aïn El-Beida, en commémoration du 22^e anniversaire de son assassinat par des terroristes un soir de ramadhan, le 10 mars 1994. **Racim C.**

Commission ministérielle

Objectif : réduire le nombre de festivals

Le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi, a affirmé, samedi à Alger, que la réduction du nombre de festivals faisait l'objet d'évaluation par la commission ministérielle et les organisateurs au niveau des wilayas en vue de conférer le professionnalisme à la gestion et maîtriser les dépenses en fonction du cahier des charges.

En marge de la rencontre hebdomadaire

«Rendez-vous avec le roman», M. Mihoubi a fait savoir que les décisions concernant cette question seront connues en avril prochain, soulignant que certaines manifestations théâtrales seront maintenues à l'instar de celles de Sidi Bel-Abbès et Guelma, à l'exception d'éventuels changements concernant la durée et la date, de même pour le Festival national du théâtre.

Le ministre de la Culture avait souligné, lors de sa prise de fonction, qu'il serait question de réduire le nombre de festivals estimés à 200 manifestations (locaux, nationaux et internationaux) à 70 festivals. Il a également proposé l'élaboration d'un projet pour la révision de l'organisation et le financement des festivals institutionnalisés.

Hani H.

M^{me} Adami a également fait part de la passion qu'elle éprouve à raconter l'Histoire de l'Algérie à travers la danse, citant certains de ses spectacles comme «Fatma N'soumer» et «El Djamilate», présentés en hommages aux femmes algériennes résistantes.

Inscrit dans le cadre du programme d'animation du département Théâtre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», le spectacle chorégraphique «Juba II» observera prochainement des haltes dans quinze wilayas du pays.

A. S./APS

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Bibliothèque multimédia Jeunesse (Rue Didouche-Mourad, Alger)

Lundi 14 mars :

Conférence animée par Fazia Feraoun, intitulée «La femme dans l'œuvre de l'écrivain Mouloud Feraoun».

Mercredi 16 mars :

Rencontre avec l'historien Mohamed Abbès, dans une lecture-hommage au livre de Vassil Valchanov, «Livraisons secrètes d'armes, pendant la guerre de Libération nationale».

Galerie Aïcha-Haddad

Jusqu'au 24 mars :

Exposition collective de peinture féminine.

Centre Culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 17 mars :

A l'occasion de la Journée mondiale de la femme 8 mars, l'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger organise une exposition collective d'artisanat.

Galerie Baya

Jusqu'au 2 avril :

Exposition collective sous le thème «Emotions, expressions au féminin».

Salle Ibn Zeydoun

19 mars :

Concert de musique moderne algérienne avec le groupe Hors Ligne.

Cinémathèque algérienne

Jusqu'au 31 mars :

Promotion du cinéma national : projection du long-métrage de fiction «Le Puits» de Lotfi Bouchouchi (Algérie, 2015).

Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie

Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Le maître et ses disciples» en hommage à Mostefa Ben Debbagh.

Maison de la culture Malek-Haddad (Constantine)

Jusqu'au 30 mars :

Exposition en son et images «Constantine, berceau du soufisme musulman et des chants mystiques».

Espace contemporain d'El Achour

Jusqu'au 13 avril :

Exposition «Regard's» de l'artiste peintre Adlane.

Galerie d'art Kezas (Centre d'artisanat de Saïd Hamdine, Alger)

Jusqu'au 14 mars :

Exposition-vente d'arts plastiques «Mille et une couleurs» de l'artiste Yacine Kezas.

Coup-franc direct

Ali Malek, ou l'homme à problèmes

Par Mahfoud M.

Il semblerait que le président de la Ligue amateur et président de la Commission de la Coupe d'Algérie, Ali Malek, est passé maître dans la provocation avec des décisions qui sont toujours décriées. Ainsi, après cette décision de sanctionner dans le même temps deux clubs de la DII amateur, à savoir l'USMA et Village Moussa après des incidents au stade de Jijel, voilà qu'il «innove» avec cette affaire de domiciliation de la demi-finale de la Coupe d'Algérie opposant le NAHD à l'USMBA qu'il veut faire jouer au stade Tchaker de Blida alors que la formation algéroise a l'habitude de jouer au stade du 20-Août d'Alger. Cette décision a fait sortir les fans du Nasria de leurs gonds, criant à l'injustice et demandant la révision de cette décision. Comment changer ainsi de stade à une équipe alors que rien ne le justifie ? Ali Malek prend des décisions sans se référer aux lois qui réglementent les compétitions et fait ce que bon lui semble, alors que la logique veut qu'il ne change pas de domiciliation sans en référer au club concerné. Après le changement de décision après les émeutes qu'a connues à Annaba, peut-on s'attendre à un remake après cette injustice que les Nahdistes souhaitent réparer ? Attendons pour voir.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (22^e journée) L'USM Alger prend le large

LE LEADER de la Ligue 1 Mobilis de football, l'USM Alger, a creusé l'écart à 14 points sur son dauphin, le MO Béjaïa, suite à sa large victoire samedi contre la lanterne rouge, le RC Arbaâ (4-0) en clôture de la 22^e journée, marquée également par le succès de la JS Saoura contre la JS Kabylie (3-0) qui lui permet de rejoindre le DRB Tadjenanet à la troisième place. Les Rouge et Noir ont ouvert le score dès la 29^e minute par le revenant, Oussama Derfalou, avant de doubler la mise par Seguer, juste avant la fin de la première mi-temps, et de tuer définitivement le match, grâce à Nadji (75'), puis Benmoussa (86'). Une lourde défaite, qui maintient le RCA à la dernière place du classement, avec cinq longueurs de retard sur l'avant dernier, l'ASM Oran. A Béchar, les prouesses du gardien kabyle Azeddine Doukha, n'ont fait que repousser l'échéance, puisque la JSS locale a finalement réussi à l'emporter par trois buts à zéro, grâce à Bapedis (48'), Ziri-Hemmar (57') et Djellit (86'). Une précieuse victoire qui permet aux «Sudistes» de se hisser à la troisième place en compagnie du DRB Tadjenanet, tenu en échec par le MC Alger (0-0), malgré un jeu ouvert et plusieurs occasions nettes de scorer. Pour sa part, le MCA reste scotché la 6^e place, avec 31 points, où il vient de se faire rejoindre par le NA Hussein-Dey, auteur d'une éclatante victoire (3-1) chez le mal-classé, l'OM Arzew. Le Nasria a fait la différence grâce à un doublé de Hicham Mokhtar (26^e et 52^e) avant de sceller définitivement son succès par Drifel à la 88^e minute. Alors que Bourdim avait réduit le score pour l'OMA, sur

penalty à la 66^e minute. Les autres matchs de cette 22^e journée s'étaient joués samedi dernier et mardi, et les meilleures opérations ont été réussies par le MO Béjaïa et le MC Oran, ayant remporté de précieux succès en déplacement. Les «Crabes» l'avaient emporté (3-1) chez le CR Belouizdad, qu'ils ont déposé au passage de la 2^e place, désormais leur, au moment où les gars d'El Hamri se sont largement imposés dans le derby d'Oran, (3-0) contre l'ASMO. L'USM Blida, premier club non relégable, a réussi une bonne opération aussi en battant l'ES Sétif (2-1), au moment où les Harrachis se sont contentés du tarif minimum pour prendre le meilleur sur les Sanafir (1-0).

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

DRBT- MCA	0-0
RCR-NAHD	1-3
USMA- RCA	4-0
JSS-JSK	3-0
Déjà joués :	
CRB- MOB	1-3
ASMO-MCO	0-3
USMH- CSCo	1-0
USMB- ESS	2-1

	Pts	J
1). USM Alger	48	22
2). MO Béjaïa	34	22
3). DRBT	33	22
—). JS Saoura	33	22
5). CR Belouizdad	32	22
—). USMH	32	22
7). MC Alger	31	22
—). NAHD	31	22
9). MC Oran	30	22
10). ES Sétif	28	22
11). CSC	27	22
12). JS Kabylie	26	22
—). USM Blida	26	22
14). RC Relizane	23	22
15). ASM Oran	18	22
16). RC Arbaâ	13	22

Ligue des champions (1/16^e finale aller)

Le MOB s'incline à Tunis

LE MO BÉJAÏA s'est incliné face au Club Africain sur le score de 1 but à 0 (mi-temps : 1-0), en match aller des 1/16^e de finale de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputé samedi au stade Rades à Tunis. L'unique but de la rencontre a été inscrit par l'attaquant algérien du Club Africain, Chénihni à la 17^e minute du match. Le match retour est prévu le 20 mars au stade de l'Unité maghrébine à Béjaïa.



Coupe d'Algérie (tirage au sort) A l'avantage du MCA et du NAHD

■ Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe d'Algérie qui s'est déroulé avant-hier soir au siège de l'ENTV a donné lieu à des rencontres qui sont à l'avantage des deux formations algéroises toujours en course dans cette épreuve populaire, à savoir le Mouloudia d'Alger et le Nasr Hussein-Dey.

Par Mahfoud M.

Ainsi, le Doyen des clubs algériens a été tiré en premier et recevra donc l'US Tébessa, alors que le NAHD donnera la réplique au représentant de l'Ouest, l'USM Bel-Abbès. Si les dirigeants du Mouloudia se sont montrés très satisfaits du tirage, eux qui recevront la formation de Tébessa au stade du 5-Juillet, ceux du Nasria, par contre, ne sont pas satisfaits de la décision de la commission de la Coupe d'Algérie de programmer leur match face à l'USMBA au stade Mustapha-Tchaker de Blida, eux qui ont pour habitude d'être domiciliés au stade du 20-Août d'Alger. Le président de la formation des Sang et Or s'est, ainsi, retourné vers son homologue de l'USMBA, Bensenada, pour lui indiquer que dans ce cas là, il vaudrait mieux recevoir chez eux. Le président de la commission de la Coupe d'Algérie, Ali Malek, a eu comme réplique des raisons «fallacieuses», soulignant qu'il s'agit d'un grand match qui

Les Nahdistes protestent contre le fait de jouer à Blida



Ph. > D. R.

devrait être une fête et dans ce cas-là il doit se jouer, selon lui, dans un grand stade comme celui de Blida qui reçoit les matchs de l'équipe nationale. Il oublie, dans ce cas, que des matchs plus importants, dont la finale de la Ligue des champions d'Afrique, se sont déroulés au stade de Bologhine où l'USMA a l'habitude de recevoir sans que personne n'y trouve à redire. Sitôt la nouvelle de la domiciliation du

match NAHD-USMBA au stade Tchaker de Blida, les supporters du Nasria ont montré leur colère quant à cette programmation qu'ils jugent désavantageuse pour leur club. D'ailleurs, des fans se sont rendus au siège de la daïra d'Hussein-Dey pour y tenir un sit-in et demander la révision de cette décision. Ils ont même bloqué la route et interdit le passage du tramway.

M. M.

Coupe de la CAF (16^e de finale-aller) Le MCO prend une bonne option

Le MC Oran a réalisé une bonne option, en battant le Sporting de Gagnoa sur le score de deux buts à zéro (2/0), en match aller des 16^e de finale de la coupe de la Confédération africaine de football (CAF), disputé samedi soir au stade «Ahmed-Zabana» d'Oran. Les protégés de Fouad Bouali ont fait l'essentiel face à une équipe ivoirienne du moins modeste grâce à deux réalisations de Benyahia. Une avance qui semble confortable pour le match retour prévu le 19 mars. Le défenseur Hamraoui a ouvert la marque à la 21^e minute de la tête, exploitant un coup franc bien boté par El Okbi. En seconde période, le MCO parvint à doubler la mise suite à un coup franc où le même défenseur mouloudéen

exploita à la 52^e une balle mal renvoyée par le gardien ivoirien. Fort heureusement pour les visiteurs, l'attaque du MCO s'est montrée moins inspirée laissant passer d'autres occasions, la plus nette dans les toutes dernières minutes où Zaabia, écarté sur la droite, s'est débarrassé d'un défenseur ivoirien à la limite de la surface de réparation mais son tir n'était pas bien cadré. A la fin de la rencontre, l'entraîneur Bouali a déclaré : «C'est bien parti. On a pris une bonne option. Il faudra la concrétiser au match retour. Gagnoa n'est pas une équipe facile. On a rencontré en première mi-temps un bloc bien compact avec beaucoup de densité. Le premier but nous a un peu libéré. Ça fait plaisir de voir

cette cohésion, cette joie sur le terrain. C'est une ambiance très importante pour tout le monde». «Il reste la manche retour, le Sporting de Gagnoa peut se métamorphoser devant son public. Il faut rester concentré, pour moi, rien n'est encore acquis», a-t-il ajouté. Malgré un retard de deux buts, l'entraîneur de Gagnoa pense que le coup est jouable pour ses joueurs et affiche sa confiance pour le match retour. «On a perdu une bataille. Nous avons encore quelques jours pour nous préparer. Une qualification se joue sur deux rencontres. On fera tout pour remonter le handicap de deux buts à Abidjan. Je suis confiant pour la suite des événements», confie Gouaméné.

Coupe d'Algérie de natation 2015-2016

Le GSP sacré chez les messieurs et les dames

LE GROUPEMENT sportif des Pétroliers (GSP) a remporté chez les messieurs et les dames la Coupe d'Algérie de natation saison 2015-2016, toutes catégories, dont les épreuves se sont déroulées vendredi et samedi à la piscine Hacene-Khitmane d'Hydra (Alger). Chez les messieurs, le GSP a dicté sa loi en totalisant 15 099 points, devant le NR Dely-Ibrahim (13 847 points) et Sahel nautique d'El Biar (12 720 points). Les Pétroliers, à l'instar des messieurs, ont dominé cette édition avec un total de 12 932 points, devant l'Olympique club d'Alger (11 960 points) et Sahel nautique d'El Biar (11 403 points). «Les épreuves se sont déroulées dans d'excellentes conditions. Nous avons enregistré de très bonnes performances d'autant qu'il s'agit de la première compétition de la saison qui se dispute en bassin de 50 m après la fin de la première phase en bassin de 25 m. Beaucoup d'athlètes se sont distingués lors de cette Coupe d'Algérie à l'image du

jeune Moncef Balamane du NRD (né en 2001, brasse) et Abdallah Ardjoune de l'ASPTT (dos)», a affirmé le directeur des équipes nationales (DEN) Abdelkader Kaoua. Pour le DEN, les épreuves ont été créditées d'un «bon niveau» avec la présence notamment d'athlètes des différentes équipes nationales. «Cette Coupe d'Algérie a vu la participation de nageuses de bon niveau à l'image d'Amel Melih et Majda Chabaraka du GSP, ainsi que d'Abdelkader Affane (RT Ain El Turck) qui commence à revenir à son meilleur niveau. Cette compétition a regroupé toutes les catégories où chaque club avait le droit d'engager un athlète par programme et par sexe et chaque athlète pouvait concourir dans un maximum de trois épreuves», a-t-il ajouté. Abdelkader Affane sur 50m brasse et Amel Melih sur 50m dos, ont réalisé les meilleures performances individuelles, engrangeant respectivement 701 et 728 points.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lancée depuis 2010

L'Association nationale de gouvernance d'entreprise obtient son agrément

L'ASSOCIATION nationale de gouvernance d'entreprise a été hier destinataire de la notification de son agrément. Une annonce faite par son président Lyes Kerrar, dans un communiqué parvenu à notre rédaction. Pour M. Kerrar, cet agrément délivré par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales «va permettre à Hawkama El Djazair d'étendre ses actions de formation à la bonne gouvernance d'entreprise, d'organiser ses activités de plaidoyer, et de soutenir la recherche dans le domaine». Cette démarche intervient dans un contexte économique marqué par des prix de pétrole en chute libre sur les marchés internationaux ce qui forcément induit sur l'économie nationale qui, jusque-là, demeure fortement dépendante de la rente du pétrole. D'où l'impératif d'engager des réflexions profondes et des actions tangibles et pragmatiques en vue d'aller même à tâtons vers une diversification de l'économie nationale, seul salut pour l'avenir du pays. Ainsi, l'objectif étant la performance de l'entreprise, moteur de tout développement économique, les principales missions de Hawkama El Djazair sont essentiellement la promotion des principes de bonne gouvernance d'entreprise au moyen d'activités de formation, d'information, de conseil, d'études et de plaidoyers. En outre, M. Kerrar, également expert en finance diplômé de HEC Montréal et de l'université de Toronto (Canada), expliquera

dans la foulée que l'Association nationale de gouvernance d'entreprise est une initiative du Forum des chefs d'entreprise (FCE), du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), de l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB), d'acteurs du secteur financier et d'entreprises qui s'inscrivent dans le cadre de la pérennisation du code algérien de gouvernance d'entreprise adopté le 11 mars 2009, avec le soutien du gouvernement. Depuis, poursuivra-t-il, Hawkama El Djazair a développé en collaboration avec la SFI (Société financière internationale, une organisation du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé), de la Banque mondiale, des programmes de formation d'administrateurs d'entreprise. C'est ainsi que le 18 mars 2014, Hawkama El Djazair a lancé, en collaboration avec l'Observatoire de responsabilité sociale de l'entreprise, le portail RSE-Algérie (www.rse-algerie.org), un portail algérien de référence en bonnes pratiques de RSE, soulignera M. Kerrar. Et à lui de rappeler la conviction Hawkama El Djazair pour la «concrétisation d'une conviction, partagée par les différents acteurs économiques, qui considère que le développement de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise est un facteur favorisant la compétitivité et le développement économique».

Lynda N.B.

Tizi Ouzou

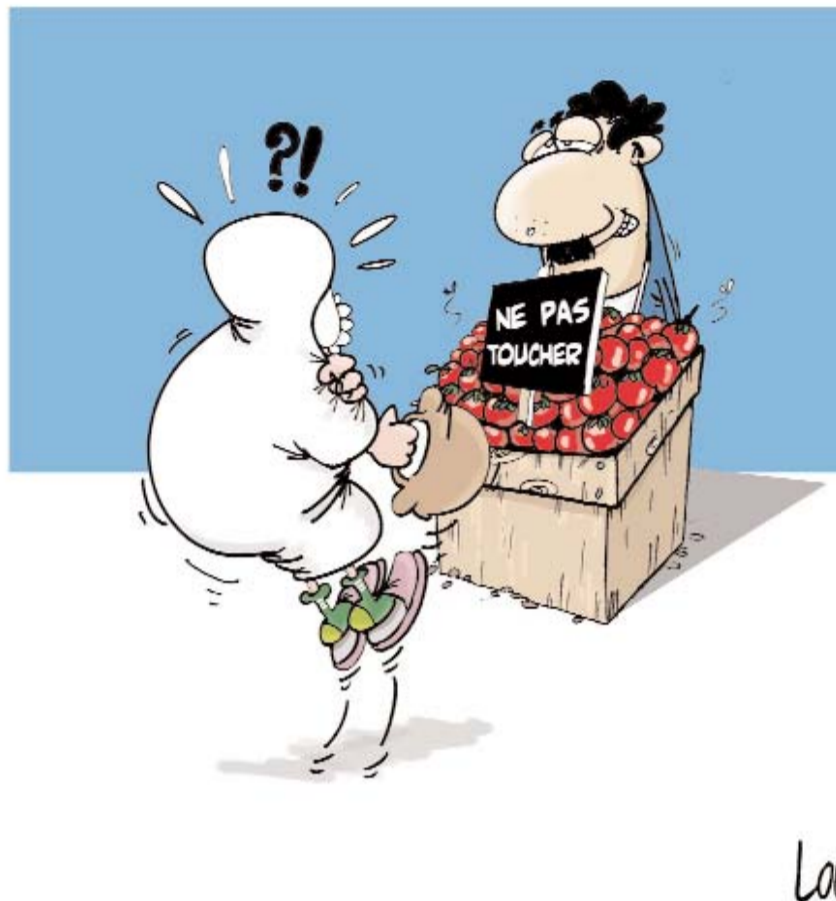
Le corps sans vie d'un homme déterré

UN HOMME a été retrouvé, avant-hier, mort et enterré au village Igouffafe dans la commune d'Ait Yahia (50 km au sud-est de la wilaya de Tizi Ouzou), avonous appris hier de sources concordantes. Selon la Protection civile, la victime âgée de 37 ans a été déterrée dans l'après-midi d'avant-hier samedi

dans un champ, suite à l'alerte donnée par des habitants. Aucune indication n'a été fournie sur les circonstances exactes de ce drame. Mais certaines sources avancent qu'il s'agirait de l'homme qui a disparu il y a dix jours à Boufarik, dans la wilaya de Blida.

Hamid M.

LE CITOYEN FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX



Djalou@hotmail.com

Lutte antiterroriste

Un «dangereux» terroriste capturé à Tizi Ouzou et un autre à In Aménas

■ Un «dangereux» terroriste a été capturé près de la commune de Yakouren à Tizi Ouzou et un autre recherché a été appréhendé à In Aménas, a indiqué, hier dimanche, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Fateh H.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une embuscade, un détachement combiné a capturé, le 12 mars 2016, près de la commune de Yakouren, wilaya de Tizi Ouzou, 1^{re} Région militaire, le dangereux terroriste "D. Ahmed" et récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions, deux paires de

jumelles et une ceinture explosive», a précisé la même source.

Le communiqué du MDN a ajouté que «ledit terroriste qui a rallié les groupes terroristes en 2002, faisait partie du groupe criminel dirigé par le terroriste "A. Gouri" neutralisé le 22 décembre 2014 aux Issers».

Un autre terroriste recherché dénommé «S. Sofiane» a été appréhendé à In Aménas, dans la 4^e Région militaire, et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et

une paire de jumelles ont été récupérés.

D'autre part et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, 130,44 kilogrammes de kif traité ont été saisis à Béchar, Mostaganem et Illizi, tandis que 25 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines ont été appréhendés à Illizi et Ghardaïa.

F. H.

Situation des droits de l'Homme au Maroc

L'UE exprime ses «préoccupations»

L'UNION EUROPÉENNE (UE) a exprimé ses «préoccupations» à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Maroc, notamment dans le domaine de la liberté d'expression et de la presse, la liberté d'association et de réunion ainsi que la détention dans les prisons.

«L'UE exprime ses préoccupations au sujet des questions relatives aux droits de l'Homme dans le cadre de notre dialogue politique régulier avec les autorités marocaines, et en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'Homme, la démocratie et la gouvernance», a écrit la chef de la diplomatie européenne, Federica

Mogherini, dans sa réponse samedi aux eurodéputés Juan Carlos Girauta Vidal et Javier Nart qui l'interpellaient sur l'expulsion du Maroc en septembre dernier de l'avocat espagnol Luis Mangrané Cuevas au moment où il s'apprêtait à se rendre dans les territoires sahraouis occupés.

La Haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique de sécurité a assuré, à ce titre, que l'Union «suit de près la situation des droits de l'Homme au Maroc», notamment par le biais de sa délégation à Rabat qui est en contact permanent avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de

l'Homme, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DID). «La question du respect de la liberté d'association et de réunion, la liberté d'expression

et des conditions de la détention dans les prisons marocaines sont régulièrement soulevées dans le cadre de notre dialogue politique, en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'homme, la

démocratie et la gouvernance», a-t-elle encore assuré dans sa réponse à ces eurodéputés qui dénonçaient la suspension par le gouvernement marocain des activités de l'ONG Human Rights Watch.

Cette ONG expose, dans son rapport 2015 sur la situation des droits de l'Homme au monde, un bilan effrayant sur la situation au Maroc en la matière. Ce rapport pointe du doigt l'existence de pratiques de la torture, de restrictions de liberté d'expression, de presse et de réunion, d'expulsions illégales de migrants, de discrimination, de l'exploitation des enfants ou encore du maintien de la peine de mort.

Slim O./APS

Algérie-Tunisie

Le président Bouteflika reçoit Rached Ghannouchi

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu dimanche à Alger le président du mouvement tunisien Ennahdha, Rached Ghannouchi. L'audience s'est déroulée en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel.

R. N.